

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1233

Buchbesprechung: Le travail en question : douze questions sur le travail, l'emploi et le chômage dans le monde [Thierry Pellet et al.]

Autor: Guyaz, Jacques

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'économie en mutation

RÉFÉRENCE

Le travail en question. Douze questions sur le travail, l'emploi et le chômage dans le monde, Thierry Pellet et al., Ed. Orcades /Déclaration de Berne/Les Magasins du Monde-Oxfam, 1995.

(jg) Court et stimulant, l'ouvrage publié par la Déclaration de Berne en collaboration avec deux organisations belge et française. Les douze chapitres se présentent comme autant de questions portant sur les sujets les plus divers, allant de la revalorisation du travail non salarié aux relations entre l'emploi et la croissance démographique en passant par l'analyse du secteur informel dans les pays du Sud. Nul manichéisme, pas de solutions tombées du ciel; les auteurs – collectifs – avouent à plusieurs reprises leurs incertitudes; mais de nombreuses pistes sont ouvertes et méritent d'être explorées.

Ainsi la réflexion sur le travail, la nécessité de dépasser le salariat qui est depuis plusieurs dizaines d'années au cœur de la culture économique de l'Occident, aujourd'hui sérieusement mis à mal par la persistance de taux de chômage élevés. Le travail ménager, pourtant très important, est peu valorisé, dans tous les sens du mot. Une décision d'un tribunal allemand a attribué à un homme, père de trois enfants, dont la femme est décédée des suites d'un accident domestique, l'équivalent du salaire d'une aide-ménagère travaillant 57 heures par semaine.

Pour un revenu d'existence

Les auteurs militent pour une vision globale de l'activité des êtres humains et défendent l'idée du revenu d'existence, une somme inaliénable versée à tout individu pour l'apport économique que représente le simple fait d'être vivant. Le *revenu d'activité*, qui est le produit du travail salarié ou indépendant vient s'ajouter à ce montant.

L'idée n'est pas si folle. Considérant qu'un nombre de plus en plus petit d'individus produit une quantité de plus en plus grande de richesse, il faut bien se poser le problème de la redistribution par d'autres voies que celles du salaire. D'une certaine manière, les paiements directs à l'agriculture sont un premier pas dans cette direction: les paysans sont rémunérés pour leur utilité sociale plutôt que par leur activité économique.

Une autre piste intéressante tourne autour de la mondialisation de l'économie. Les auteurs mettent à mal l'idée de la perte d'emploi dans les pays développés liée à la délocalisation d'activités industrielles dans les pays à bas salaires. Les dragons d'Asie du sud-est ont contribué à la lente extinction d'activités de main-d'œuvre à faible valeur ajoutée dans les pays développés – l'industrie de la chaussure est emblématique à cet égard – mais ils achètent massivement équipements, machines et services complexes aux pays riches. Un niveau élevé de formation et de savoir-faire constitue le capital des pays

développés, son maintien et son développement devraient constituer le socle de la politique économique de nos nations d'Europe.

L'analyse de l'influence de la bourse constitue un autre chapitre passionnant. Un rappel préalable: à l'origine, la bourse des valeurs permet aux entreprises de drainer des capitaux. Le dividende de l'action est le prix payé pour rémunérer les fonds investis et le cours de l'action, ceci dit très grossièrement, devrait être au fond une mesure de la qualité de la gestion et des perspectives d'avenir de la société cotée en bourse. Aujourd'hui, on le sait, les marchés financiers ont de moins en moins de rapports apparents avec l'économie productive. Moins de 5% des transactions boursières sont de nouvelles émissions de titres destinés au financement d'entreprises réelles.

Bourse et financement

Les auteurs reconnaissent qu'il n'y a pas de théories incontestables chez les économistes et que l'on ne peut prétendre à coup sûr que le monde financier fonctionne en vase clos. Toutefois l'émergence des marchés boursiers dans le monde entraîne un certain nombre de conséquences. En 1993, on compte 23 bourses dans les pays du sud. Le nombre d'entreprises cotées y reste relativement modeste et la capitalisation boursière assez peu importante: 10% du PIB en moyenne contre 20% en France, 50% aux Etats-Unis et 70% en Suisse. Toutefois, dans les pays du sud, l'existence de bourses des valeurs peut avoir des incidences importantes sur le système de financement de l'économie.

Les meilleures sociétés, les plus sûres, drainent des capitaux à travers l'émission de titres. Les banques sont ainsi privées de leurs meilleurs débiteurs, ce qui peut les entraîner à plus de rigueur vis-à-vis des petites et moyennes entreprises. La bourse risque ainsi de créer un clivage entre deux catégories d'agents économiques: ceux qui bénéficient d'un accès facile aux marchés financiers à travers leur cotation en bourse et ceux qui doivent passer par les fourches caudines des banquiers et des prêteurs. Les petites entreprises, moteur du développement dans les pays du tiers-monde risquent de s'en trouver pénalisées. La bourse, obstacle au développement? Une autre hypothèse à tester.

Ce livre sans prétentions, mais foisonnant, aurait peut-être mérité un travail d'édition un peu plus élaboré: regroupement des chapitres par thèmes et meilleure homogénéité de textes en provenance de Suisse, de Belgique, de France, parfois un peu trop liés à leur origine nationale. Mais tel qu'il est, un petit ouvrage incisif, à lire absolument. ■